

D O U T E S proposés à l'Assemblée nationale , par
un Membre de l'Assemblée générale de la partie
française de Saint-Domingue.

LE jour où l'assemblée nationale a décrété les
droits de l'homme, n'a-t-elle pas implicitement dé-
claré qu'elle ne pouvoit pas faire la constitution des
Colonies françaises, pour leur régime intérieur,
dont les bases doivent se poser sur l'impérieuse
nécessité de trois classes d'hommes ?

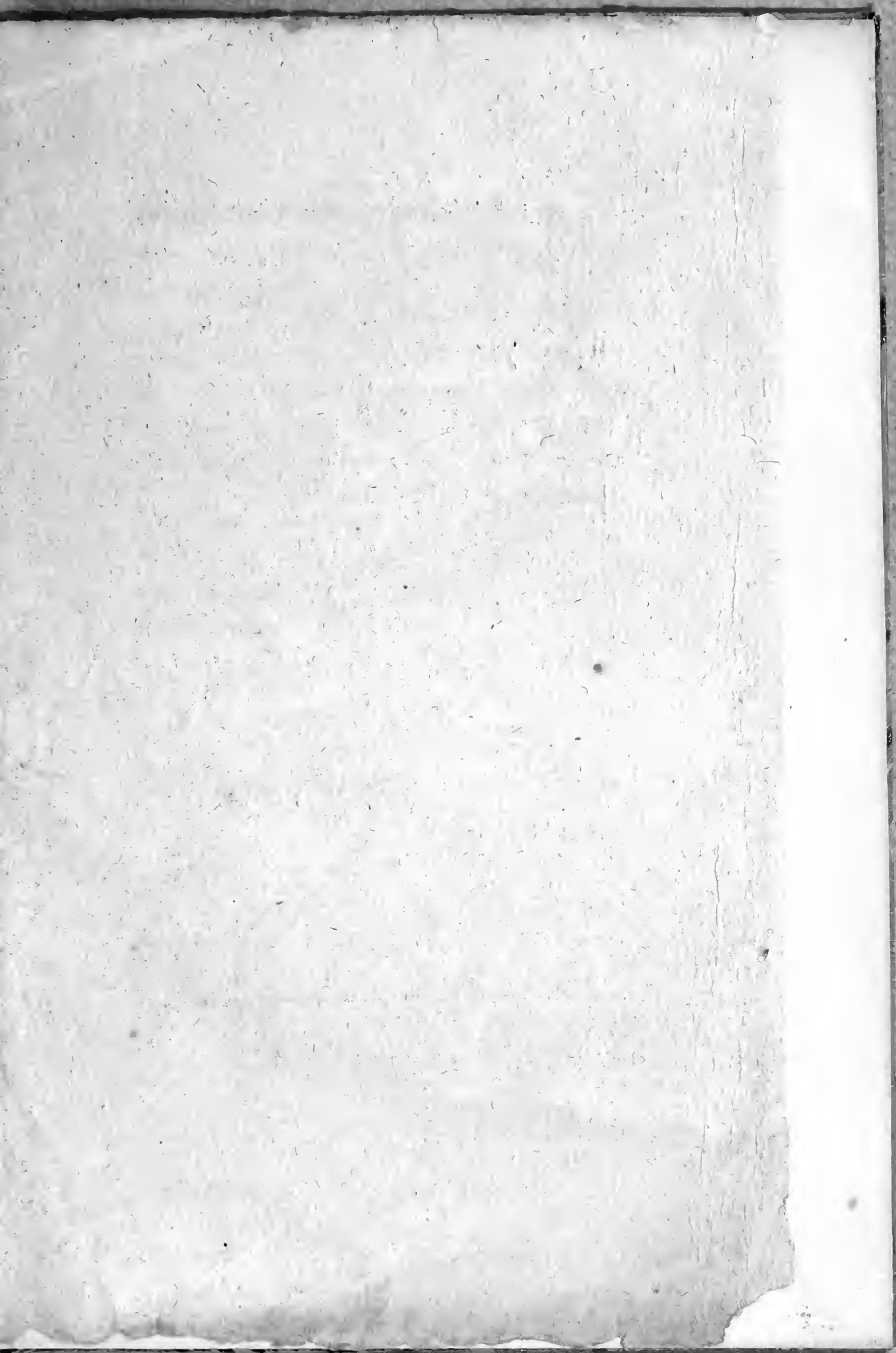
Ne l'a-t-elle pas explicitement décrété en disant,
par la conséquence nécessaire de cette même déclara-
tion, qu'elle n'a pas entendu nous comprendre dans
les loix décrétées pour la France qui pourroient être
incompatibles avec nos convenances locales et parti-
culieres ?

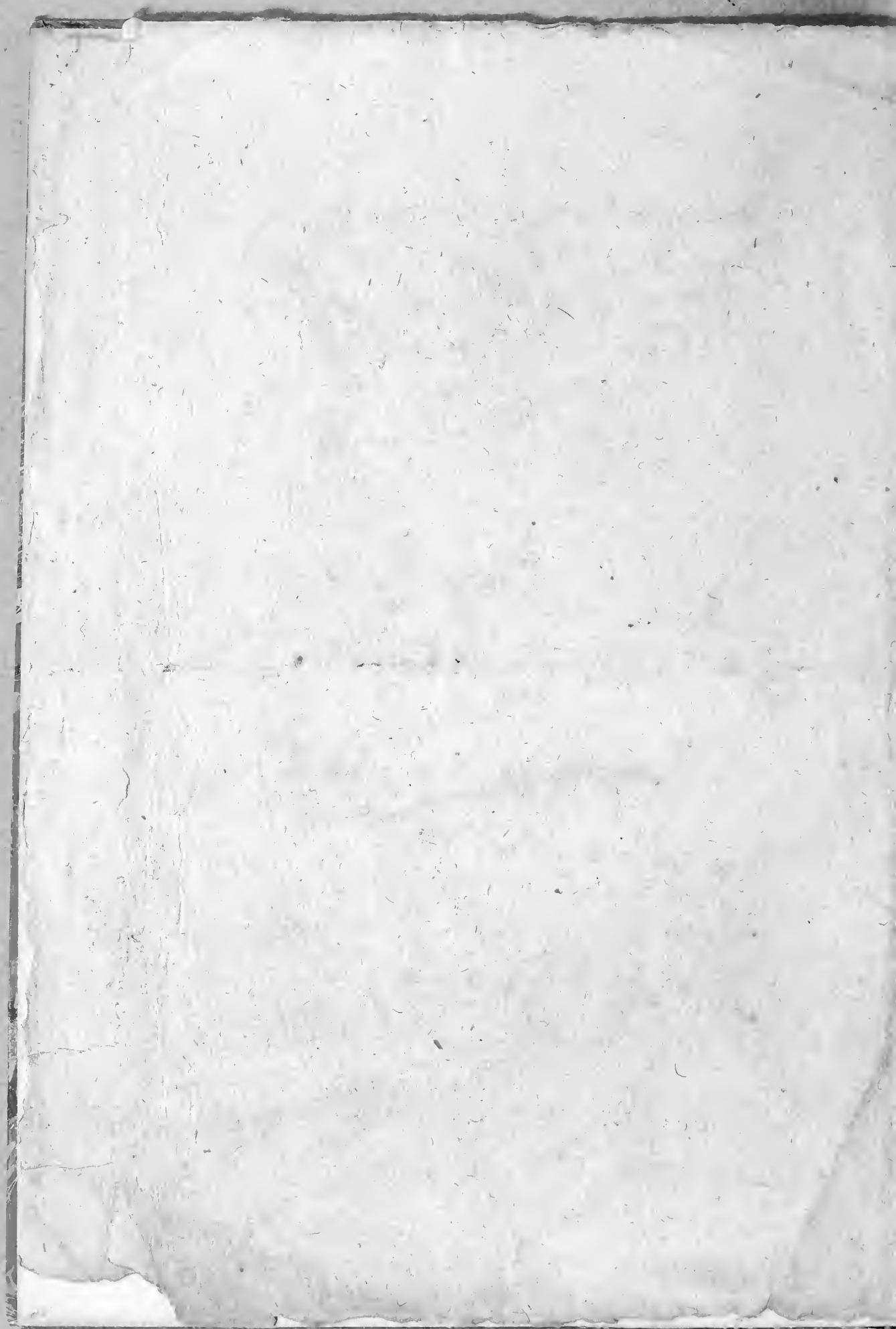
Le roi a-t-il le droit de dissoudre l'assemblée
nationale ?

Le sieur Peinier, agent du pouvoir exécutif, a-
t-il pu dissoudre l'assemblée générale de la partie
française de Saint-Domingue ?

La cause de l'assemblée générale est-elle celle de la partie française de St. Domingue qu'elle représente, et qui l'a constituée et confirmée en vertu d'un décret de l'assemblée nationale ? Peut-on prononcer sur le sort d'une si florissante, si riche partie de l'empire, sans entendre ses représentans, qui sont partis du lieu de leur assemblée à St. Domingue, pour venir établir l'assemblée nationale, juge de leurs principes et de leurs opérations ?

DE L'IMPRIMERIE DE HENRI IV,
ENTREE DE LA PLACE DAUPHINE, N^o. 1.





E790
D742p

